

1. Résumé de la demande de propositions

Equal Access International invite les Entités morales ou individuelles qualifiés à soumettre des propositions pour une Étude « Comprendre les liens entre extrémisme violent et activités illicites dans la région du Folon en Côte d’Ivoire » .

1. N° de la DP/RFP	R4P3-RFP-PRG-ABJ-04-001
2. Date d’émission	06 avril 2023
3. Titre	Étude « Comprendre les liens entre extrémisme violent et activités illicites dans la région du Folon en Côte d’Ivoire »
4. Email/Adresse Physique de Soumission des Offres	Equal Access International Abidjan Cocody 2 Plateaux ENA St Jacques, infoR4P@equalaccess.org
5. Date limite de soumission des propositions.	21 avril 2023 à 17h30 GMT.
6. Point de contact	r4p_procurement@equalaccess.org
7. Type de récompense	EAI prévoit que l’attribution sera par un bon de commande ferme à prix fixe ou un contrat de sous-traitance ou consultance L’émission de cette demande de propositions n’oblige en aucun cas EAI à attribuer un contrat de sous-traitance ou un bon de commande et les offrants ne seront pas Remboursés des coûts associés à la préparation de leur offre.
8. Fondement de l’attribution	Une attribution sera faite au soumissionnaire responsable dont l’offre répond aux conditions de la DP et qui est la plus avantageuse pour EAI, compte tenu de la proposition technique et/ou d’autres facteurs inclus dans la demande de propositions. Pour être considérés comme soumissionnaires, ils doivent respecter les conditions détaillées à l’article 12 de la DP, « Détermination de la responsabilité ».

2. Demande de devis

<p>9. Instructions générales aux soumissionnaires</p>	<ul style="list-style-type: none">• La date limite de réception de la proposition est au plus tard à 17h30 GMT le 21 avril 2023. Les offres tardives seront rejetées, sauf dans des circonstances extraordinaires, à la discrétion d'EAI.• Les soumissionnaires doivent soumettre leurs propositions verrouillées par un mot de passe par voie électronique à l'adresse : r4p_procurement@equalaccess.org OU par dépôt Physique aux bureaux de EAI en Côte d'Ivoire suivant : Bureau Abidjan sis à Cocody 2 plateaux Quartier ENA St Jacques Rue J11 Bureau de Korhogo sis au quartier 14 non loin de l'ancien stade.• Inclure une déclaration indiquant que le Soumissionnaire comprend parfaitement que son offre doit être valide pour une période de 90 jours.• Les soumissionnaires doivent signer et dater leur offre financière.• Les soumissionnaires doivent soumettre une estimation complète des coûts pour tous les services requis.• Ces services sont éligibles à l'exonération de la TVA dans le cadre du contrat principal EAI.
<p>10. Questions concernant la DP/RFP</p>	<p>La date limite pour les questions est le 20 avril 2023 à 17h GMT à l'adresse R4P_Procurement@equalaccess.org.</p> <p>Chaque soumissionnaire est responsable de la lecture et de la compréhension des détails de cette demande de propositions. Toutes les communications concernant cette sollicitation doivent être faites uniquement par l'intermédiaire du bureau émetteur de EAI. Les questions doivent être soumises par courriel au plus tard à la date indiquée ci-dessus. Toutes les questions reçues seront compilées et répondues par écrit et Distribuées à tous les soumissionnaires intéressés.</p>
<p>11. Spécifications techniques et exigences pour L'acceptabilité technique</p>	<p>Veillez-vous reporter à la portée des travaux à l'annexe B.</p>
<p>12. Détermination de la responsabilité du soumissionnaire</p>	<p>EAI ne conclura aucun type d'accord avec un soumissionnaire avant d'assurer la responsabilité de celui-ci. Lors de l'évaluation de la responsabilité d'un soumissionnaire, les facteurs suivants sont pris en considération :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Possession de licences commerciales/Registre de Commerce requis(es) OU équivalent pour opérer en Côte d'Ivoire pour les entités morales légalement constituées. Veuillez soumettre une copie de la License /du Registre de commerce requis(es).

	<p>2. Présentation d'une Déclaration Fiscale d'Existence (DFE) accompagné d'une Attestation de Régularité Fiscale pour les entités morales légalement constituées. Veuillez soumettre une copie des documents concernés.</p> <p>3. Les Entités publiques ou étatiques ne peuvent pas soumissionner pour cette étude en raison de certaines exigences du bailleur.</p> <p>Les Entités individuelles (Consultant, chercheur, consortium de consultants/Chercheurs) peuvent concourir si elles répondent aux critères de cette demande de proposition</p>
<p>13. Conditions d'élimination ou de non-considération d'une proposition</p>	<p>L'offre de tout soumissionnaire ne respectant pas les conditions des articles 8, 9, 10 & 12 ne sera pas retenue pour l'évaluation du comité de sélection. Sauf discrétion de EAI</p> <p>Également toute proposition n'ayant pas obtenu un minimum de 70 points à la suite de l'évaluation technique ne sera pas considérée.</p>
<p>14. Éthique de L'approvisionnement</p>	<p>Chaque soumissionnaire qui répond au présent appel d'offres déclare sa ferme volonté de participer à un appel d'offres conforme à l'éthique. Par conséquent il certifie les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ne tente aucunement de faire une fraude ; - Ne participe à aucune collusion entre offrants, ne participe à aucune falsification de propositions ; - Ne participe à aucun acte de corruption ou l'octroi de commissions ou de pots de vins à un employé d'Equal Access. <p>Veuillez signaler tout manquement à l'éthique au U.S. 1-800-461-9330 En dehors des États-Unis. +1-720-514-4400 Ou sur internet : www.convercent.com/report</p>

--	--

3. Pièce jointe A : Lettre d'accompagnement

Nous, soussignés, fournissons le devis ci-joint conformément à la demande de propositions #____ datée _____ . Notre devis ci-joint est pour le prix total de _____ (figure et en mots)

Je certifie une période de validité de **XX** jours pour les prix indiqués dans la grille de prix/facture de quantités ci-jointe .

Nous comprenons qu'EAI n'est pas tenu d'accepter les devis qu'elle reçoit.

Signature autorisée :

Nom et titre du signataire :

Nom de l'entreprise :

Adresse:

Téléphone:

Messagerie électronique:

4. Annexe B : Portée des travaux

Étude « Comprendre les liens entre extrémisme violent et activités illicites dans la région du Folon en Côte d’Ivoire”

CONTEXTE

Résilience pour la Paix (R4P) est une initiative quinquennale financée par l'USAID et mise en œuvre par Equal Access International (EAI) pour renforcer la résilience des communautés pour lutter contre l’extrémisme violent dans les zones frontalières du nord de la Côte d’Ivoire. L'objectif principal du projet est de mener des actions qui réduisent les vulnérabilités socio-économiques des communautés dans cette région. Le projet est mis en œuvre par Equal Access International (EAI) en partenariat avec la Chaire Unesco de bioéthique de l’Université Alassane Ouattara de Bouaké, Indigo Cote d’Ivoire et IRC. Au niveau gouvernemental, Secrétariat du Conseil national de Sécurité et la commission nationale des frontières de Cote d’Ivoire sont les principaux partenaires du projet.

Le projet mène chaque année des études dont les principaux résultats sont traduits en action. Le partage des principaux résultats des études a eu lieu au cours du sommet annuel d’apprentissage tenu du 31 janvier au 2 février 2023.

Au cours de cette rencontre, l’Institut d’études de sécurité (ISS) a fait une communication sur les liens entre extrémisme violent et activités illicites. Laquelle communication était basée sur une étude effectuée dans les régions du Bounkani, de la Bagoué et du Tchologo. Au vu des similitudes entre les données générées par cette étude et la situation dans le Folon, les participants ont recommandé de l’étendre à cette région pour mieux comprendre la dynamique locale des activités illicites en lien avec l’extrémisme violent.

R4P, pour faire droit à cette demande, en partenariat avec le Secrétariat du Conseil National de sécurité et la commission nationale des frontières de Cote d’Ivoire envisage recruter un institut de recherche, un cabinet ou un groupe de consultants pour mener une étude sur les liens entre extrémisme violent et activités illicites dans la région du Folon.

OBJECTIFS

Ce projet vise à générer des données empiriques dans le but de mieux appréhender les liens entre activités illicites (trafics de drogues et de médicaments, de motos, de carburant, vol de bétail, etc.) et extrémisme violent dans la région Folon.

Le projet a également pour objectif d’alimenter les processus décisionnels et l’élaboration des initiatives de renforcement de la résilience communautaire à l’extrémisme violent dans la région du Folon. La recherche accordera une attention particulière aux stratégies de mobilisation de ressources financières, opérationnelles, logistiques et humaines mises en œuvre par les groupes extrémistes violents dans le Folon, à partir ou en direction du Folon.

- Axe gouvernance :

La recherche est guidée par les principales questions suivantes :

- ✓ Existe-t-il des activités illicites dans la région du Folon qui contribueraient au financement et aux opérations des groupes extrémistes violents ?
- ✓ Quelle est la nature de ces activités, comment sont-elles organisées, quels sont les acteurs impliqués, quelles sont les zones où elles sont répandues ?
- ✓ Quelles sont les méthodes, les techniques, les moyens par lesquels les groupes extrémistes exploitent ces activités pour générer ou déplacer des fonds et d'autres ressources ?
- ✓ Quelle est l’attitude des populations du Folon par rapport aux chaînes d'approvisionnement des groupes ?
- ✓ Quelles sont les dynamiques liées au genre associés aux liens entre l'EV et les activités illicites ?

- ✓ Quelles sont les caractéristiques socio-démographiques des individus pratiquant les activités illicites dans le Folon ?

- **Axe gestion des ressources naturelles :**

- ✓ Quelles sont les ressources naturelles dont le mode d'exploitation peut être une porte d'entrée de l'extrémisme violent ? Quel est le circuit d'exploitation de ces ressources naturelles ?
- ✓ Le champ d'intervention du réseau d'activités illicites va-t-il au-delà de la frontière ?
- ✓ Quelles sont les perceptions ou les ressentis des communautés en termes de sécurité locale et quels liens font-elles avec l'expansion ou le financement des groupes extrémistes violents ?
- ✓ Quels sont les facteurs de vulnérabilités engendrés par les activités illicites sur les jeunes et les femmes ?
- ✓ Quelles sont les mécanismes de résilience développés localement et leur efficacité ?

- **Autres sources d'activités favorisant l'expansion** ou le financement des groupes extrémistes dans le Folon:

Outre les ressources naturelles, quelles sont les autres activités susceptibles d'alimenter les activités illicites ? Pour chacune, estimer des ordres de grandeur.

- **Axe communication :**

Comment communiquer autour de la question des activités illicites en lien avec le renforcement de la résilience communautaire à l'extrémisme violent ?

- ✓ *Quels sont les éléments de langage à utiliser ou à éviter dans les campagnes de communication et des émissions radios sur les activités illicites liées au financement de l'extrémisme violent ?*
- ✓ *Quels sont les meilleurs canaux et moments de communication à utiliser ? Quels sont les moments propices de communication ?*
- ✓ *Quels sont les acteurs de la communauté à impliquer dans le processus de communication ?*

METHODOLOGIE

Méthodologie de collecte des données

La recherche vise à recueillir des données sur l'organisation d'activités illicites (trafics de drogues, d'armes et de munitions, de médicaments et de produits phytosanitaires, orpaillage illégal, vol de bétail et braconnage), sur les acteurs impliqués, leurs rôles, leurs motivations et intérêts, leurs modes opératoires, les flux des différents produits, y compris les flux financiers. Il est également question de documenter la place qu'occupent ces activités dans les stratégies d'implantation

et de mobilisation des ressources opérationnelles, logistiques, humaines et financières des groupes extrémistes. Les initiatives visant à prévenir et à lutter contre l'insécurité liées aussi bien à la menace posée par l'extrémisme violent qu'aux activités illicites sont également documentées

La collecte de données sur le terrain doit être guidée par une méthodologie s'appuyant sur des entretiens individuels avec différentes catégories d'interlocuteurs qui de par leur profil socio-professionnel disposent de connaissances sur les problématiques étudiées (autorités administratives, communautaires et religieuses, forces de défense et de sécurité, acteurs économiques, acteurs associatifs, acteurs au développement, universitaires, etc.). Toutes les données et informations recueillies doivent être traitées de manière anonyme et confidentielle.

La présente étude s'occupe cependant des localités du Folon.

ORGANISATION DE L'ÉTUDE

L'étude sera menée par une association de chercheurs ou un institut de recherche ayant une expérience prouvée de recherche sur les problématiques sur, la gestion des conflits, l'extrémisme violent. en Cote d'Ivoire ou dans la région Afrique de l'Ouest.

Les chercheurs doivent disposer des expertises suivantes justifiées par des expériences significatives et des diplômes reconnus comme sociologue, économiste, statisticien, juriste, etc. :

- ✓ avoir de l'expérience dans l'analyse des activités illicites contribuant au financement de la criminalité internationale ou nationale.
- ✓ Avoir réalisé des publications reconnues sur la question du financement de la criminalité internationale ou, des études socio-économiques, évaluations, études d'impact ou toute autre mission similaire
- ✓ Avoir des aptitudes analytiques (quantitatives et qualitatives), expérience dans la collecte et l'analyse de données ;
- ✓ La Connaissance du contexte socioculturel, géopolitique, économique et environnemental des localités frontalières nord de la Cote d'Ivoire en général du Folon en particulier est un atout ;
- ✓ Posséder d'excellentes aptitudes à la rédaction ;
- ✓ Avoir travaillé avec l'USAID ou les partenaires techniques et financiers (coopération bilatérale) et les organisations internationales
- ✓ Les chercheurs ou le cabinet d'étude doivent s'engager à participer au sommet annuel d'apprentissage qui aura lieu du 7 au 9 novembre 2023 à Yamoussoukro ainsi que présenter les résultats de l'étude à un webinaire qui sera organisé sur la thématique.

Les chercheurs pourront postuler de façon indépendante, en association ou sous le couvert d'un cabinet ou un bureau d'étude. La sélection se fera sur la base de l'expérience et la qualité de leur offre technique et financière.

ACTIVITÉS

Activité	Responsable(s)	Durée estimative
Lecture de la revue de la littérature et séance de planification avec l'équipe du projet R4P	Chercheur principal	2 jours
Mission de terrain au nord de la Côte d'Ivoire	Équipe de chercheurs	16 jours
Restitution de la phase de recherche de terrain à l'équipe R4P	Équipe de chercheurs	1 jours
Entretiens avec des experts et personnes ressources	Équipe de chercheurs	2 jours
Préparation du rapport de l'étude	Équipe de chercheurs	5 jours
TOTAL		26 jours

Le soumissionnaire pourrait, en fonction de son expérience, faire une proposition alternative pour le nombre et la répartition des jours de travail par tâche pour la bonne réalisation d'une telle étude.

LIVRABLES (À TITRE ILLUSTRATIF)

Livrable 1. Méthodologie de recherche et planning d'exécution

Les consultants mettront à jour leur méthodologie et planning d'exécution soumissionné dans le cadre de leur offre technique. La méthodologie tiendra compte des observations de R4P et les discussions de démarrage sur les réalités et contraintes du terrain.

Livrable 2. Première version du rapport et photos

Livrable 3. Présentation des principales conclusions

Les consultants prépareront une présentation avec des diapos pour exposer les principales conclusions de l'étude. Une première version sera préparée à la suite de la phase de recherche de terrain pour une restitution interne des résultats.

Une version finale sera préparée pour présenter les résultats aux parties prenantes extérieures (USAID, Gouvernement de la Côte d'Ivoire, etc.)

Livrable 4. Rapport final

Le rapport fera maximum 40 pages et répondra à l'ensemble des objectifs de l'étude avec les éléments suivants :

- Résumé (1 page)
- Présentation et analyse des résultats
- En annexe : Méthodologie de l'étude

Livrable 5. Webinaire

Après validation du rapport final, EAI organisera un webinaire public afin que l'équipe de recherche puisse présenter l'étude et les résultats.

Livrable 6

Le consultant principal participera au sommet d'apprentissage annuel au cours duquel il présentera les principaux résultats de l'étude. Le sommet aura lieu en novembre 2023 à Yamoussoukro.

SUPERVISION

Les chercheurs seront supervisés sur le plan technique par le coordonnateur de recherche sous la coordination du Chef de projet adjoint de R4P et la supervision générale du Chef de projet de R4P.

COMMENT POSTULER

Les Structures intéressées doivent envoyer leurs dossiers de candidature au plus tard le 21 Avril 2023 l'adresse suivante : r4p_procurement@equalaccess.org Le sujet du courriel devrait être « étude Activités illicites ». Pour les dépôts physiques indiquer « étude Activités illicites » sur l'enveloppe. Pour les questions écrire à l'adresse suivante : R4P_Procurement@equalaccess.org jusqu'au 20 Avril.2023

Toutes les candidatures doivent porter la mention : « **R4P/études activités illicites** ». Le dossier de candidature doit comprendre les éléments suivants :

- Offre technique (maximum 10 pages)
 - Une courte note de démonstration de la compréhension des objectifs et des exigences de la recherche ainsi que la motivation particulière pour mener cette étude
 - La méthodologie de recherche (échantillonnage, outils utilisés...)
 - Le calendrier des activités
 - La présentation du consultant ou équipe
 - Le Curriculum Vitae du consultant principal et/ou des membres de l'équipe
 - La Liste des études similaires menée par le groupe de consultants ou l'institut de recherche (minimum 3 études)

- Offre financière détaillée (en Excel)
 - Taux journaliers et nombres de jours par consultant
 - Les per diem seront alignées sur le taux de l'USAID

CONFORMITÉ ADMINISTRATIVE

Toute entité morale devra être en mesure de fournir les documents ci-dessous :

- Registre de commerce ou License commerciale
- Déclaration Fiscale d'existence
- Attestation de Régularité Fiscale
- Lettre d'accompagnement avec une offre valable 90 jours – Annexe A renseigné et fournie
- Rendement passé – Annexe C fournie
- Déclaration et certifications de conformité - Annexe D renseigné et fournie
-

Toute entité individuelle entités (Consultants, Chercheurs ou consortium de consultants/Chercheurs) devra être en mesure de fournir les documents ci-dessous :

- Lettre d'accompagnement avec une offre valable 90 jours – Annexe A renseigné et fournie
- Rendement passé – Annexe C fournie
- Déclaration et certifications de conformité - Annexe D renseigné et fournie

CRITÈRES DE SÉLECTION

Le soumissionnaire dont la proposition technique est conforme aux critères d'admissibilité dont l'offre technique obtient un minimum de 70 points sur 100 à la suite de l'évaluation technique et dont l'offre financière est la moins disant sera retenu.

	Formulaire d'évaluation de la proposition technique 1	Note maximale	Consultant(e)				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification, capacités et expérience							
	Diplômes	10					
	Expertise avérée dans les problématiques liées aux crimes transfrontaliers, au financement de l'extrémisme violent	20					
	Expérience professionnelle dans la recherche action	10					
	Références antérieures pour les travaux similaires	10					
	Total	50					

	Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2	Note maximale	Consultant(e)				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
	Total	10					

NB : Le style masculin utilisé dans ces termes de référence ne se réfère pas à une sélection masculine, mais plutôt à une simplification de la rédaction de ces termes de référence.

Les compétences féminines sont fortement encouragées.

6. Annexe D : Déclarations et certifications de conformité

1. Liste des parties exclues fédérales - Le soumissionnaire sélectionné n'est actuellement pas exclu, suspendu ou jugé inadmissible à l'attribution d'un contrat par un organisme fédéral .
2. Décret sur le financement du terrorisme - Il est rappelé à l'entrepreneur que les décrets et les lois des États-Unis interdisent les transactions avec des individus et des organisations associés au terrorisme, ainsi que la fourniture de ressources et de soutien à ces personnes et organisations. Il est de la responsabilité légale de l'entrepreneur/bénéficiaire de veiller au respect de ces décrets et lois. Les bénéficiaires ne peuvent pas s'engager avec des personnes et des organisations associées au terrorisme, ni fournir des ressources ou un soutien à celles-ci. Aucun soutien ou ressource ne peut être fourni aux personnes ou entités qui figurent sur la liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées tenue par le Trésor américain (en ligne à [l'adresse www.SAM.gov](http://www.SAM.gov)) ou sur la liste de désignation de sécurité des Nations Unies (en ligne à l'adresse : http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml). Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance/sous-attribution émis en vertu du présent contrat.
3. Traite des personnes – Le contractant ne peut pas faire le trafic de personnes (tel que défini dans le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, complétant la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée), se procurer des relations sexuelles commerciales et recourir au travail forcé pendant la période de cette sentence.
4. Certification et divulgation concernant le paiement pour influencer certaines transactions fédérales – Le soumissionnaire certifie qu'il est actuellement et qu'il reste conforme à la FAR 52.203-11, Certification et divulgation concernant le paiement pour influencer certaines transactions fédérales.
5. Conflit d'intérêts organisationnel – Le soumissionnaire certifie qu'il n'a connaissance d'aucune information ayant une incidence sur l'existence d'un conflit d'intérêts organisationnel potentiel. Le soumissionnaire certifie en outre que, s'il prend connaissance d'informations indiquant l'existence éventuelle d'un conflit, il doit immédiatement fournir à EAII une déclaration de divulgation décrivant ces informations.
6. Égalité des chances – Le soumissionnaire certifie qu'il ne fait aucune discrimination à l'égard d'un employé ou d'un candidat à un emploi en raison de son âge, de son sexe, de sa religion, de son handicap, de sa race, de sa croyance, de sa couleur ou de son origine nationale.

7. Lois du travail – Le soumissionnaire certifie qu’il est en conformité avec toutes les lois du travail .
8. Code Fédéral des réglementations (Code of Federal Regulations – CFR)– Le soumissionnaire certifie qu’il connaît bien le Code Fédéral des Regulations et qu’il n’enfreint aucune certification requise dans les clauses applicables, y compris, mais sans s’y limiter, les certifications concernant le lobbying, les kickbacks, l’égalité des chances en matière d’emploi, les mesures d’affirmation et les paiements visant à influencer les transactions fédérales.
9. Conformité des employés – Le soumissionnaire garantit qu’il exigera de tous les employés, entités et personnes fournissant des services dans le cadre de l’exécution d’un bon de commande EAI qu’ils se conforment aux dispositions du bon de commande qui en résulte et à toutes les lois et réglementations fédérales, étatiques et locales en relation avec les travaux qui y sont associés .

En soumettant un devis, les soumissionnaires acceptent de se conformer pleinement aux termes et conditions ci-dessus et à toutes les clauses applicables du gouvernement fédéral américain incluses dans les présentes et seront invités à signer ces déclarations et certifications lors de l’attribution.

Signature:

Nom:

Titre:

Date: